

3<sup>o</sup> Tenir compte des orientations qui figurent au rapport du comité ministère des Ressources naturelles-ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur l'acériculture, intitulé Contribution du territoire public québécois au développement de l'acériculture, avril 2000.

50261

Gouvernement du Québec

### Décret 724-2008, 25 juin 2008

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel  
(L.R.Q., c. C-29)

#### Régime des études collégiales — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le régime des études collégiales

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29), le gouvernement établit, par règlement, le régime des études collégiales;

ATTENDU QUE le gouvernement, par le décret numéro 1006-93 du 14 juillet 1993, a édicté le Règlement sur le régime des études collégiales;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le Règlement sur le régime des études collégiales;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, tout projet de règlement visé par cet article est soumis à l'examen du Conseil supérieur de l'éducation;

ATTENDU QU'un projet du règlement en annexe au présent décret a été soumis au Conseil supérieur de l'éducation et que celui-ci a émis son avis;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet du règlement en annexe au présent décret a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du

\* Les dernières modifications au Règlement sur le régime des études collégiales, édicté par le décret numéro 1006-93 du 14 juillet 1993 (1993, *G.O.* 2, 5127), ont été apportées par le règlement édicté par le décret numéro 604-2007 du 1<sup>er</sup> août 2007 (2007, *G.O.* 2, 3369). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 2008, à jour au 1<sup>er</sup> mars 2008.

16 janvier 2008, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de sa publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur le régime des études collégiales, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

### Règlement modifiant le Règlement sur le régime des études collégiales\*

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel  
(L.R.Q., c. C-29, a. 18)

**1.** Le Règlement sur le régime des études collégiales est modifié par le remplacement de l'intitulé de la section II par ce qui suit:

#### «SECTION II ADMISSION».

**2.** Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 2, de ce qui suit:

«§1. Programmes d'études conduisant au diplôme d'études collégiales».

**3.** L'article 2 de ce règlement est modifié:

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des paragraphes 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> par les suivants:

«4<sup>o</sup> science et technologie ou applications technologiques et scientifiques de la 4<sup>e</sup> secondaire;

5<sup>o</sup> histoire et éducation à la citoyenneté de la 4<sup>e</sup> secondaire.»;

2<sup>o</sup> par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Le ministre peut également rendre obligatoires des activités de mise à niveau particulières en fonction des unités que le titulaire du diplôme d'études secondaires a accumulées dans le cadre de l'un ou l'autre des régimes pédagogiques mentionnés au deuxième alinéa.

Les activités de mise à niveau donnent droit au nombre d'unités déterminé par le ministre. Ces unités ne peuvent cependant être prises en compte pour l'obtention du diplôme d'études collégiales.».

**4.** L'article 2.2 de ce règlement est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

«Un collège peut également admettre à un tel programme d'études la personne qui possède une formation et une expérience qu'il juge suffisantes et qui a interrompu ses études à temps plein pendant une période cumulative d'au moins 36 mois.

Le collège peut, dans le cas visé au deuxième alinéa, rendre obligatoires des activités de mise à niveau que peut déterminer le ministre.».

**5.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 2.2, du suivant :

«**2.3.** Un collège peut admettre sous condition à un programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales la personne qui, n'ayant pas accumulé toutes les unités requises par le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire ou par le Régime pédagogique de la formation générale des adultes pour l'obtention du diplôme d'études secondaires, s'engage à accumuler les unités manquantes durant sa première session.

Il en est de même lorsque le titulaire du diplôme d'études professionnelles n'a pas accumulé toutes les unités allouées pour l'apprentissage des matières mentionnées aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 2.1.

Toutefois, ne peut être admise sous condition, la personne qui doit accumuler plus de 6 unités manquantes ou qui, ayant déjà été admise sous condition, a fait défaut de respecter ses engagements.».

**6.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3, de ce qui suit :

«**§2.** *Programmes d'études conduisant au diplôme de spécialisation d'études techniques*

**3.1.** Est admissible à un programme d'études conduisant au diplôme de spécialisation d'études techniques, le titulaire du diplôme d'études collégiales qui a complété le programme d'études désigné par le ministre comme prérequis et qui satisfait, le cas échéant, aux conditions particulières d'admission au programme établies par le ministre.

**§3.** *Programmes d'études conduisant à une attestation d'études collégiales*».

**7.** L'article 4 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**4.** Est admissible à un programme d'études conduisant à une attestation d'études collégiales, la personne qui possède une formation jugée suffisante par le collège et qui satisfait à l'une des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> elle a interrompu ses études pendant au moins 2 sessions consécutives ou une année scolaire ;

2<sup>o</sup> elle est visée par une entente conclue entre le collège et un employeur ou elle bénéficie d'un programme gouvernemental ;

3<sup>o</sup> elle a poursuivi, pendant une période d'au moins un an, des études postsecondaires.

Est admissible à un programme d'études conduisant à une attestation d'études collégiales désigné par le ministre, le titulaire du diplôme d'études secondaires ou du diplôme d'études professionnelles qui satisfait à l'une des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> le programme d'études permet d'acquérir une formation technique dans un domaine pour lequel il n'existe aucun programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales ;

2<sup>o</sup> le programme d'études est visé par une entente conclue entre le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec en matière de formation.

Est également admissible à un programme d'études conduisant à une attestation d'études collégiales désigné par le ministre, le titulaire du diplôme d'études professionnelles, dans la mesure où le programme permet d'acquérir une formation technique définie en prolongement de la formation professionnelle offerte à l'ordre d'enseignement secondaire.».

**8.** L'article 9 de ce règlement est modifié, dans le premier alinéa :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans la partie qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup>, du mots «les» par les mots «l'un ou l'autre des» ;

2<sup>o</sup> par l'addition, après le paragraphe 5<sup>o</sup>, du paragraphe suivant :

«6<sup>o</sup> problématiques contemporaines.».

**9.** L'article 12 de ce règlement est modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa, de la phrase suivante : « Un document attestant la réussite du module et mentionnant le nom de l'étudiant, le nom du collège, le titre du module, le titre du programme d'études techniques et le nombre d'unités du module doit être remis à l'étudiant. ».

**10.** L'article 15 de ce règlement est abrogé.

**11.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 15, de ce qui suit :

**«SECTION III.1  
PROGRAMMES CONDUISANT AU DIPLÔME DE  
SPÉCIALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES**

**15.1.** Le ministre établit les programmes d'études conduisant au diplôme de spécialisation d'études techniques. Ces programmes ont pour objet principal de préparer au marché du travail, dans tout domaine de formation technique requérant un niveau de spécialisation supérieur. Ils comprennent des éléments de formation technique pour un nombre d'unités que détermine le ministre et variant de 10 à 30.

Le ministre détermine les objectifs et les standards de tels programmes. Le collège détermine les activités d'apprentissage visant l'atteinte de ces objectifs et standards. ».

**12.** L'article 18 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**18.** Le collège doit organiser, durant la période débutant le 1<sup>er</sup> juillet d'une année et se terminant le 30 juin de l'année suivante, au moins deux sessions comportant chacune un minimum de 82 jours consacrés aux cours et à l'évaluation.

Toutefois, le collège peut, exceptionnellement, au regard d'un programme d'études qui requiert l'application de modalités pédagogiques particulières, dans la mesure où toutes les conditions du programme prescrites par le ministre sont respectées, organiser une session qui comporte moins de 82 jours consacrés aux cours et à l'évaluation. ».

**13.** L'article 21 de ce règlement est modifié par l'addition, à la fin de la première phrase, des mots « lorsqu'il estime que l'étudiant ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs de ce cours ou pour éviter à l'étudiant un préjudice grave ».

**14.** L'article 22 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou par sa formation extrascolaire » par «, par sa formation extrascolaire ou autrement ».

**15.** L'article 23 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**23.** Le collège peut autoriser la substitution d'un ou de plusieurs cours du programme d'études auquel l'étudiant est admis par un ou plusieurs autres cours. ».

**16.** L'article 29 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**29.** Le ministre détermine, en fonction de la durée de la session, la date limite avant laquelle l'étudiant doit avoir signifié l'abandon d'un cours pour éviter qu'un échec ne soit porté à son bulletin. ».

**17.** L'article 31 de ce règlement est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« En outre, dans le cas d'une session terminale, le bulletin doit faire état de l'atteinte, par l'étudiant, des objectifs et des standards du programme d'études auquel il est admis. ».

**18.** L'article 32 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**32.** Le ministre décerne le diplôme d'études collégiales à l'étudiant qui, selon la recommandation du collège qu'il fréquente, se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1<sup>o</sup> il a atteint l'ensemble des objectifs et des standards du programme d'études auquel il est admis, a réussi l'épreuve synthèse propre à ce programme et a réussi les épreuves uniformes imposées, le cas échéant, par le ministre ;

2<sup>o</sup> il a atteint l'ensemble des objectifs et des standards des éléments des composantes de formation générale visées aux articles 7 à 9, a accumulé au moins 28 unités de formation spécifique visées aux articles 10 et 11 et a réussi les épreuves uniformes imposées, le cas échéant, par le ministre.

Toutefois, dans le cas visé au paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa, le diplôme d'études collégiales ne peut être décerné à l'étudiant qui est déjà titulaire du diplôme d'études collégiales ou qui est inscrit dans un programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales.

Le diplôme mentionne le nom de l'étudiant, le nom du collège et, s'il est décerné en application du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa, le titre du programme. ».

**19.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 32, des suivants :

«**32.1.** Le ministre décerne le diplôme de spécialisation d'études techniques à l'étudiant qui, selon la recommandation du collège qu'il fréquente, a atteint l'ensemble des objectifs et des standards du programme d'études auquel il est admis.

Le diplôme mentionne le nom de l'étudiant, le nom du collège et le titre du programme d'études.

**32.2.** Le ministre peut déléguer à un collège, aux conditions qu'il détermine et après recommandation de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, tout ou partie de sa responsabilité en matière de sanction des études prévue aux articles 32 et 32.1. ».

**20.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception du paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 3 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010 et du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 8 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

50262

Gouvernement du Québec

## Décret 750-2008, 25 juin 2008

Code de la sécurité routière  
(L.R.Q., c. C-24.2)

### Véhicule routier

#### — Sommes à verser au gardien

#### — Abrogation

CONCERNANT le Règlement abrogeant le Règlement sur les sommes à verser au gardien d'un véhicule routier

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 20<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 624 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2), la Société de l'assurance automobile du Québec peut, par règlement, fixer les sommes à verser à tout gardien pour les pertes auxquelles il s'expose en cas de datation en paiement conformément à l'article 209.22.2 de ce code ainsi que les conditions et les modalités de leur versement;

ATTENDU QUE le Règlement sur les sommes à verser au gardien d'un véhicule routier a été approuvé par le décret numéro 549-2000 du 3 mai 2000;

ATTENDU QUE, lors de la séance du Conseil d'administration tenue le 30 janvier 2007, la Société a pris le Règlement abrogeant le Règlement sur les sommes à verser au gardien d'un véhicule routier saisi;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 625 du Code de la sécurité routière, les règlements pris par la Société en vertu de ce code sont soumis à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu des articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement annexé au présent décret a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 20 février 2008 avec avis qu'il pourrait soumis pour approbation au gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Transports:

QUE soit approuvé le Règlement abrogeant le Règlement sur les sommes à verser au gardien d'un véhicule routier annexé au présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

GÉRARD BIBEAU

## Règlement abrogeant le Règlement sur les sommes à verser au gardien d'un véhicule routier

Code de la sécurité routière  
(L.R.Q., c. C-24.2, a. 624, 1<sup>er</sup> al., par. 20<sup>o</sup>)

**1.** Le Règlement sur les sommes à verser au gardien d'un véhicule routier, approuvé par le décret numéro 549-2000 du 3 mai 2000, est abrogé le quinzième jour qui suit la date de publication du présent règlement à la *Gazette officielle du Québec*.

50265

Gouvernement du Québec

## Décret 751-2008, 25 juin 2008

Code de la sécurité routière  
(L.R.Q., c. C-24.2)

### Véhicules routiers

#### — Frais de remorquage et de garde des véhicules

CONCERNANT le Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis conformément aux articles 209.1 et 209.2 du Code de la sécurité routière